

Questions orales

dans la situation humiliante d'avoir à demander l'assistance sociale?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous surveillons cette situation de près. Je pense que, dans les prochaines semaines, il y aura suffisamment de possibilités de pêche pour que ces travailleurs accumulent les dix semaines qui leur donneront droit aux prestations de l'assurance-chômage. Je voudrais également dire au député que s'il connaît des cas particuliers, j'aimerais qu'il m'en fasse part.

L'AIDE PRÉVUE POUR LES CIRCONSCRIPTIONS TOUCHÉES

L'hon. William Rompkey (Grand Falls-White Bay-Labrador): Monsieur le Président, je suis heureux que la ministre me prête une oreille sympathique. Dans la lettre qu'elle nous a envoyée le 9 octobre, elle déclarait: «Si la situation s'avère pire qu'en 1984, je suis prête à envisager une augmentation des sommes affectées aux circonscriptions où il y a des pêcheurs, jusqu'à un maximum de 3 millions de dollars, si nécessaire, pour assurer l'aide requise». Si la situation l'exige, la ministre respectera-t-elle ses engagements pour que nous puissions commencer à créer les emplois dont ces circonscriptions ont tellement besoin?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, j'en ai certainement l'intention. Nous agissons dès que nous saurons que la saison est terminée et que nous aurons tous les chiffres en main.

* * *

LE CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

LES AUDIENCES RELATIVES AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Communications. Il sait que le CRTC tient actuellement des audiences à la demande des Télécommunications du CN et du CP, qui voudraient offrir un service téléphonique interurbain. Il sait également que, d'après certaines prévisions, un demi-million d'utilisateurs du téléphone devront renoncer à ce service et que les taux augmenteront de 30 à 100 p. 100 au cours des quelques prochaines années si la concurrence est autorisée. Avant les élections, le premier ministre a affirmé très nettement qu'aucune politique ne sera modifiée tant que les grandes orientations ne seront pas fixées. Le ministre songe-t-il à recommander au CRTC de s'abstenir de faire une déclaration tant que le gouvernement n'aura pas élaboré sa politique.

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, les audiences du CRTC sont conformes à la législation. L'annonce des audiences a été publique et les parties intéressées s'y feront entendre. Le CRTC rendra jugement et le gouvernement prendra action.

[Traduction]

LA POLITIQUE EN MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS—ON DEMANDE QUE LE COMITÉ ENTREPRENNE UNE ÉTUDE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, le ministre chargera-t-il le comité permanent des communications et de la culture d'entreprendre une étude nationale sur la politique des télécommunications avant que le CRTC ne prenne une décision?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas cette intention.

* * *

[Traduction]

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

LES PÊCHEURS DE TERRE-NEUVE—DEMANDE D'AIDE

M. George Baker (Gander-Twillingate): Monsieur le Président, ma question fait suite à une autre question qui a été posée tout à l'heure au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Le ministère fédéral des Pêches et le syndicat des pêcheurs de Terre-Neuve ont fait savoir aux services du ministre qu'au moins 1,600 familles se trouvent dans la situation que mon collègue a évoquée tout à l'heure, parce que les intéressés n'ont pas droit aux prestations d'assurance-chômage, et que les circonscriptions concernées ont déjà atteint le plafond de 3 millions de dollars en ce qui a trait aux crédits du programme Canada au travail. À la lumière de ces nouvelles données, la ministre peut-elle nous annoncer qu'elle va mettre sur pied un programme spécial comme les libéraux l'avaient fait l'année dernière, ou recommande-t-elle aux citoyens de s'adresser au Bureau du bien-être?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je ne peux que répéter ce que j'ai répondu à la question précédente. Avant de prendre cette décision, nous attendons que la saison de pêche soit terminée dans tous les villages de pêcheurs. Nous avons dit clairement que nous étions disposés à débloquer 3 millions de dollars pour toutes les circonscriptions touchées.

M. Baker: Elles en sont déjà à 3 millions.

* * *

LES TRANSPORTS

LES ÉCHAPPEMENTS DE GAZ AUTOMOBILES—ON DEMANDE UN NIVEAU COMPARABLE À CELUI QU'EXIGENT LES ÉTATS-UNIS

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Il est parfaitement au courant de la gravité de la situation en matière de pluies acides à l'échelle continentale. Est-ce que lui et ses services envisagent de présenter un projet de loi qui ramènerait les échappements de gaz automobiles au Canada à un niveau comparable à celui qu'on applique actuellement aux États-Unis?